



Alice Sadio écrit: "Ma réponse au professeur Claude Abé qui indexe ceux qui selon lui prétendent être les tenants de l'économie camerounaise alors qu'à la réalité, ils en sont les fossoyeurs car ne s'acquittant pas de leurs obligations fiscales" :

Ce sont ceux qui abordent le drame socioéconomique camerounais sous le prisme du communautarisme qui sont hors sujet. Le problème étant éminemment systémique car le régulateur par excellence de l'ordre sociétal c'est l'État. Il ne saurait donc se prévaloir de ses propres turpitudes.

Il ne saurait avoir d'ami encore moins d'ennemis. Or la complicité voire la coaction entre le système gouvernant et certains opérateurs économiques qui est de notoriété publique se fonde sur un malicieux partenariat « gagnant-gagnant » avec pour « principe » la tactique du « tu me tiens je te tiens... » Aux lendemains des années de braise, on sait exactement et nommément que ceux qui ont eu droit aux redressements fiscaux à tort ou à raison étaient exclusivement ceux qui avaient eu l'outrecuidance d'octroyer une bouffée d'oxygène à l'opposition. Les victimes avaient alors très vite retenu la leçon selon laquelle nous étions dans un État policier. D'où la course à des postes électifs les plus basiques qui soient... (maires conseillers municipaux, etc.), histoire d'arborer de manière non équivoque son appartenance au « bon parti ».

Sans oublier les » contributions » au forceps pour la gloire du Parti-État et la longévité au pouvoir du « Grand camarade »... C'est à ce point d'achoppement que l'économie du pays amorça son déclin dont la partie visible aujourd'hui est l'incapacité pour nos entreprises d'être cotées sur des places boursières sérieuses. Car là bas, c'est la performance objectivement quantifiée qui est le dénominateur du classement, loin des micmacs politiques. Et c'est le développement de tout un pays qui trinque...

Depuis bientôt 4 décennies. À qui la faute ? Au système bien-sûr. Au gouvernant, avec sa tactique du » chat et de la souris » du faux, de la corruption généralisée, des pots de vins, qui ôtent toute sérénité au climat des affaires. Sans oublier la gouvernance de l'attentisme, du doute, du goulot d'étranglement, de la peur permanente de l'écroulement tel un château de carte d'une administration dont un seul mortel a fini par s'imposer comme étant la cheville ouvrière... Tout le monde est suspendu au moindre « coup de tête » du Prince. Aucune corporation, aucune ethnie en particulier n'en n'est donc responsable.

Ni l'ethnie dite du « pays organisateur » au sens large, encore moins l'ethnie préjugée » coupable » de tout ce qui ne tourne pas rond chez nous. Le pays étant bel et bien dirigé ou bien ? Pour parler comme nos frères ivoiriens. Voilà pourquoi je fais mienne cette pensée de Mono Ndjana qui postule qu'il n'y a en fin de compte que deux ethnies au Cameroun.

À savoir, « l'ethnie » des laissés pour compte qui n'ont ni eau, ni électricité, ni soins de santé basiques, ni écoles décentes pour leurs enfants, etc. d'une part, et d'autre part, « l'ethnie » les prévaricateurs, des fossoyeurs de la République qui ont droit à un avion médicalisé au moindre petit bobo, qui ne boivent pas de la même eau que tout le reste. Telles sont les deux » ethnies » qui devraient objectivement, intelligemment se regarder en chien de faïence, instinct de survie obligeant...

Sachant que des originaires de chacune des 260 ethnies anthropologiques se recrutent dans les deux « #ethnies_classiales sus citées. Toute autre lecture ne reviendrait ni plus ni moins qu'à condamner sans jugement discerné la véritable victime qu'est l'ethnie majoritaire, j'ai nommé le peuple d'en bas, les gouvernés. Ce serait alors la condamnation de trop...

Patriotiquement !

Alice Sadio.